



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Réponse du Premier ministre, du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, et de la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité à la question parlementaire n°3561 du 2 février 2026 de l'honorable Député Franz Fayot au sujet de contacts gouvernementaux relatifs à la simplification réglementaire européenne

- 1. Les rencontres avec META et Mondelez International ont-elles influencé ou modifié la position du Luxembourg concernant les propositions « Omnibus » de simplification discutées au niveau européen ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?**

La position du Luxembourg dans les négociations européennes est élaborée sur la base d'un examen équilibré et complet des avis consultés, des objectifs nationaux et du contexte politique européen global.

La rencontre de la représentante du Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique avec la société META n'a pas modifié la position du Luxembourg concernant le dossier discuté, à savoir l'Omnibus VII.

Concernant la visioconférence du 16 octobre 2025 avec des représentants de Mondelez International, il importe de préciser qu'elle s'est tenue non pas avec un représentant du ministère de l'Économie, mais avec des représentants du ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture. Cette réunion portait sur le règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), qui ne fait pas partie du paquet Omnibus. La visioconférence n'a donc pas influencé ni modifié la position du Luxembourg concernant les propositions Omnibus.

- 2. Le gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés, contactés ou ont-ils eu des réunions avec Koch Inc., Koch Industries ou Koch Government Affairs, y compris lors de conférences ou d'événements internationaux ? Dans l'affirmative, quels représentants ont participé à ces rencontres et quelles positions ont-ils défendues ?**

Veuillez-vous référer à la réponse à la question parlementaire n° 3546.

- 3. Le gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés par Chevron, ExxonMobil, Dow Inc., Baker Hughes, Honeywell, Nyrstar/Trafigura Group, Enterprise Mobility, JPMorgan Chase, TotalEnergies ou par le think tank TEHA Group ?**

Des représentants du ministère de la Justice, du ministère de l'Économie et du ministère des Finances ont eu une réunion au sujet de la « Corporate Sustainability Reporting Directive » (CSRD) avec des représentants de l'une des entreprises précitées.

Luxembourg, le 2 mars 2026

Le Premier ministre,

(s.) Luc Frieden